

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 193 - VENDREDI 8 NOVEMBRE 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

De Roubaix à Gemenos, de Lampaul à Florange, c'est tout le pays qui a besoin d'une autre politique qui réponde aux besoins du peuple et non aux exigences des patrons ! ●

AGENDA MILITANT

→ **13 novembre**

Paris [Reprises et créations d'entreprises](#)

→ **15 novembre**

Paris [11^e salon des éditeurs indépendants](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Culturel**

[Rythmes ou flexibilité scolaire, impasse ou stratégie libérale?](#) Alcide Carton

→ **Le rassemblement**

[Le Front de gauche, c'est quoi au juste ?](#)

→ **Grand Ouest**

[La Bretagne, laboratoire du pire ou du meilleur ?](#)

→ **Élections**

[Lettre à mes camarades et ami-e-s communistes](#), Patrick Braouezec

[À Paris, le choix à haut risque des communistes](#), Roger Martelli

→ **Débats**

[Débarrassons-nous de l'identité](#), Roger Martelli

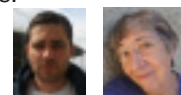
Feu de paille, récup à droite, ou colère porteuse d'avenir ?

Les derniers épisodes sur la taxe qui n'a d'écologique que le nom, adoptée à l'unisson par les parlementaires de droite et du PS, s'ajoutent à la politique fiscale déjà désastreuse du gouvernement. Et l'annonce de son retrait en rajoute au lot de reculades antérieures devant le patronat. Dans la continuité de la politique sarkoziste contre le droit à la santé et aux soins, c'est avec des méthodes de voyou que l'Hôtel Dieu à Paris vient d'être évacué. C'est le mépris des acteurs du champ éducatif - personnels et parents -, en introduisant dans l'urgence et sans concertation une réforme des rythmes scolaires, avec un saupoudrage financier dérisoire, sans prise en compte d'une approche globale de la nécessaire refonte du système scolaire. C'est la démission de fait face aux casseurs du tissu économique aux dépens de projets de reprise d'entreprise dans un sens social, écologique comme celui des Fralib. Et les retraites, et les expulsions... Les capitalistes ne s'y trompaient pas qui jugeaient Hollande, mis sur orbite dès 2011 au cours de la primaire du PS, comme le plus apte à préserver leurs intérêts.

Les remous au sein du PS ou d'EELV que provoque cette politique n'ébranlent guère les ministres de ces deux partis. Et le niveau de contestation au sein de la gauche politique et sociale n'est pas à la hauteur. Il peut pourtant suffire d'une étincelle, parfois. C'est ce qu'ont montré les lycéens. C'est ce que révèle aussi, dans un registre confus, la contestation du peuple de Bretagne. Mais la colère, si elle peut être porteuse d'avenir, est aussi fragile, récupérable, à coup de manipulations du patronat et, au-delà d'apparentes divergences à droite, de mise sur l'un ou l'autre cheval politique - Valls, Borloo, Le Pen...

Face à cette situation, les rivalités entre le PC et le Pg et les jeux politiques contribuent au désarroi, fragilisent l'espoir et l'élan qu'avait suscités le Front de gauche il y a un an. Pour qu'une force citoyenne, rassemblée autour d'un projet d'alternative, de transformation sociale et écologique, prenne vigueur, il est temps que le Front de gauche retrouve son dynamisme. C'est ce à quoi peuvent contribuer les autres composantes et personnes qui veulent se rassembler les 23 et 24 novembre prochains.

● **Julien Dioudonnat, Michèle Kiintz**



Et si le PS se cassait les dents face au Front de gauche en Seine-Saint-Denis

À l'occasion des élections municipales de mars 2014, le parti gouvernemental aimerait bien tailler des croupières au Front de gauche dans ce département populaire. Mais l'ancienne forteresse rouge résiste en se transformant. Et la campagne ne fait que commencer...

La Seine-Saint-Denis, territoire du Nord de Paris, ses habitants d'origines multiples, son fort développement économique, ses fractures territoriales et ses inégalités sociales, la jeunesse de sa population, son tissu associatif et syndical affaibli mais toujours là, son dynamisme culturel et universitaire... Un territoire de "gauche" assurément, où l'enjeu principal des élections municipales de mars 2014

concerne les rapports de force entre le Parti socialiste et le Front de gauche.

Dans plusieurs villes dont le maire est communiste ou socialiste, les équipes en place repartent ensemble : c'est le cas notamment à Bobigny (47 000 habitants), la ville préfecture, Blanc

Montfermeil, Le Raincy, Rosny sous Bois, Vaujours, Villemomble), qui représentent en général un nombre peu élevé d'habitants, les espoirs de conquête par la gauche sont minces.

Dans les autres communes, les situations sont disparates et souvent complexes, à ceci près que le Parti socialiste entend poursuivre son offensive globale sur l'Ouest du département. Malgré un contexte difficile pour lui en raison de l'impopularité de la politique gouvernementale, il tentera de battre le Front de gauche à Saint-Denis, Villetaneuse, La Courneuve et Saint-Ouen, quatre des neuf communes qui forment Plaine Commune. Des victoires lui permettraient de prendre la direction de la plus vaste Communauté d'agglomération de l'Île-de-France, aujourd'hui présidée par Patrick Braouezec (Front de gauche).

Saint-Denis, un enjeu capital

À Saint-Denis (107 000 habitants), la ville la plus peuplée du département, Mathieu Hanotin entend conduire une liste sans l'accord de la direction de son parti, mais avec le soutien de Claude Bartolone (que *Le Monde* surnommait récemment Don Bartolone). La messe est loin d'être dite sur ce territoire. Certes, ●●●

Repères

1,5 million d'habitants

12 députés

9 PS

2 Front de gauche

1 Nouveau centre

40 communes

15 maires de droite

12 maires PS

10 maires Front de gauche

3 maires EELV

40 conseillers généraux

16 PS

13 Front de gauche

11 Droite

Le PS va tenter de battre le Front de gauche à La Courneuve, Saint-Denis, Saint-Ouen et Villetaneuse. La messe est loin d'être dite, sur ce territoire de résistance aux politiques d'austérité que le gouvernement et les élus socialistes mènent ensemble.

Mesnil (41 000 habitants), Clichy-sous-Bois (30 000 habitants), le Pré Saint Gervais (18 000 habitants) et aux Lilas (22 000 habitants). Dans la plupart des communes fortement dominées par la droite (Coubron, Drancy, Dugny, Le Bourget, Les Pavillons sous Bois,

●●● l'élu socialiste est déjà conseiller général d'un des cantons de la ville : il est d'ailleurs vice-président du Conseil général, en charge des Partenariats public - privé pour la construction des collèges. Et il est député de la circonscription depuis 2012. Avec une campagne centrée tout particulièrement sur les problèmes de sécurité et de propreté, il tente de capter les voix habituellement acquises à la droite et à l'extrême-droite. Car ici, la droite, tous partis confondus, fait un quart des voix, et si elle est divisée au premier tour, elle n'est pas sûre de figurer au second. Le calcul est simple : Hanotin espère l'emporter grâce à l'électorat de droite, si deux listes seulement se font face au second tour. Ainsi a-t-il beau jeu de souligner, pour justifier sa candidature, qu'il n'existe pas de danger que Saint-Denis passe à droite.

Cependant, pour le candidat du gouvernement, il y a un gros "mais" : Saint-Denis est un territoire plein de ressources citoyennes, où les aspirations à un autre avenir peuvent féconder des propositions concrètes sur le projet local. Ce n'est pas seulement que la ville est déjà un territoire d'innovation et de développement, et qu'il s'agirait de défendre un bilan très honorable. Cet axe là est déjà occupé, bien sûr, par l'équipe municipale sortante. C'est plutôt que la campagne qui s'engage peut mobiliser les forces vives de la ville, au-delà d'ailleurs de l'enjeu électoral : une démarche participative, une élaboration ouverte du projet de la ville, une mobilisation fédérant les luttes qui ne manquent pas sur ce territoire... et pourquoi pas un rôle renouvelé des élus, appelés à être davantage des "élus partenaires" des citoyens que des représentants.

Un enjeu crucial du scrutin est de mobiliser les désirs de changement de nombreux habitants : soit ils seront captés à l'ancienne par le candidat socialiste, qui promet de régler par la magie les problèmes concrets du quotidien, soit ils seront fédérés par l'équipe de Didier Paillard (maire Front de gauche sortant), afin de redonner de la force à la vie citoyenne et de donner un nouveau souffle à la politique locale. Comme l'exprime David Prout, directeur de campagne du Front de gauche, « *La ville s'est relevée de la désindustrialisation, elle gagne à nouveau des habitants et des emplois. Il s'agit maintenant de mener une nou-*

Un enjeu crucial du scrutin est de mobiliser les désirs de changement de nombreux citoyens : soit ils seront captés à l'ancienne par le candidat socialiste, soit ils seront fédérés par le Front de gauche et redonneront force à la vie citoyenne et à la politique locale.

velle étape de sa transformation, au bénéfice de l'ensemble des habitants et avec eux. » Il oppose ainsi « *une ville qui bouillonne, capable de relever les défis de l'amélioration du quotidien* » à la récupération politicienne de ces enjeux par les candidats du PS et de la droite. Cela va à l'encontre des discours du PS, de la droite et du FN qui, tous, opposent les habitants entre eux, en particulier ●●●

**Patrick Braouezec :
des politiques locales
construite-s par et pour
toutes et tous**

« Pour les adversaires des municipalités Front de gauche des villes populaires, l'enjeu principal de ces élections, c'est d'en finir avec la "banlieue", avec ces territoires de résistance et d'innovation où s'invente la société de demain. Dans beaucoup de ces villes et avec Plaine Commune, nous avons constitué des majorités composites, auxquelles participent des citoyens actifs au sein des mouvements issus de la société civile. Ces équipes municipales cherchent à construire des formes de gestion alternatives.

Le Parti socialiste craint les élections de mars 2014, où il a beaucoup à perdre en raison des politiques d'austérité que ses élus et candidats, malheureusement, soutiennent. Il voudrait compenser ses pertes sur le dos de ces expériences et du Front de gauche. Notre démarche consiste à tisser des liens et à élaborer des projets à partir de la société telle qu'elle est, dans ses réalités plurielles, multiculturelles. Nous sommes convaincus de la nécessité et de la richesse de projets locaux qui associent tous les habitants des villes populaires à la construction d'un avenir commun. »

● **Patrick Braouezec,**
Président de Plaine Commune,
Front de gauche



●●● les classes moyennes et les catégories les plus pauvres.

À La Courneuve (38 000 habitants), le calcul du candidat socialiste, Stéphane Troussel, déjà président du Conseil général, est du même type qu'à Saint-Denis. Il entend capter le désir de changement d'une partie de l'électorat, tout en évitant la colère contre l'austérité. En 2008, le maire communiste sortant, Gilles Poux, était parvenu haut la main à contenir la candidature socialiste : il l'avait emportée avec 47 % au premier tour (contre 36 % au PS), puis avec 49 % au second tour (contre 39 %). Cinq ans plus tard, Troussel dispose de plus de relais et de moyens pour mener sa campagne, mais le Front de gauche reste bien implanté, et il tente de réitérer la performance précédente, avec l'enjeu clef de donner de la force à l'implication dans la campagne de citoyens, de forces associatives et de réseaux militants.

À Villetaneuse (12 500 habitants) aussi, le PS essaie de battre Carine Juste (Front de gauche), l'une des rares femmes maires du département. Le candidat socialiste s'attache à enfoncer un coin dans la majorité municipale sur la question, importante au niveau local, des rapports entre la Commune et l'Université Paris XIII - Villetaneuse. Reste que lors de la législative de 2012, le duo Braouezec - Juste n'avait que 3,5 points de retard sur le candidat socialiste à l'issue du premier tour. Qu'en sera-t-il après près de deux ans de politiques d'austérité ?

Le PS plombé par l'austérité

En Seine-Saint-Denis comme ailleurs, les candidats du Parti socialiste

sont bien sûr plombés par leur soutien à la politique d'austérité. Les neuf députés socialistes de la Seine-Saint-Denis pourraient bien peser lourd en mars prochain... mais dans un sens négatif pour leur parti. Lorsqu'ils sont issus de la gauche du PS, ils font sans cesse de l'équilibrisme entre la justification des politiques nationales et la déception, la colère des électeurs. Plusieurs méthodes sont employées : la défense pure et simple du bilan gouvernemental est rare, alors même que les élus socialistes ont soutenu, et soutiennent, les politiques austéritaires ; la critique molle du gouvernement, forme de démarcation

Les candidats socialistes, espérant faire oublier l'austérité, se découvrent une motivation particulière pour les questions de sécurité et de propreté.

La cohérence du Front de gauche est de dénoncer l'austérité et de soutenir le développement des services publics locaux.

qui va généralement avec l'appel au réflexe anti-droite ou anti-FN ; et enfin, la mise en avant de thèmes qui permettent d'éviter un regard critique sur la politique gouvernementale.

C'est le sens que l'on peut donner à l'inflation, dans les matériels de campagne des candidats socialistes, de propos centrés sur les thèmes classiques de la droite ou de l'extrême droite. Ainsi, certains candidats se découvrent une motivation toute particulière pour les questions de sécurité et de propreté. Ils trouvent là de quoi occuper le terrain sans risquer, pensent-ils, que l'électeur fasse le lien avec la politique économique et sociale du gouvernement. Le Front de gauche, au contraire, peut mettre en avant la cohérence entre la critique de la politique d'austérité et un projet local qui soutient, entre autres, le développement des services publics, du local au national.

L'élaboration des listes donne parfois lieu à des conflits entre socialistes et, plus rarement entre communistes. À Neuilly-sur-Marne (33 500 habitants), quatre candidats PS sont encore en lice, sur fond de disqualification du maire sortant, exclu du PS après une sombre affaire. Le PCF présente une liste Front de gauche. À Montreuil, socialistes officiels et socialistes dissidents sont en bisbille. Et, à Saint-Denis, la liste PS est confrontée à la candidature d'une ancienne figure locale du Parti socialiste, George Sali, qui a créé le Parti socialiste de gauche (PSG). Celui-ci entend explicitement offrir une alternative au choix entre le soutien à la politique d'austérité et la reconduction de la municipalité. Ce candidat exclut une fusion avec Hantoin et pourrait préférer au second tour la liste Paillard. Enfin, à Bagnolet s'affrontent le maire sortant PC et son premier adjoint (voir plus loin). ●●●

●●● L'abstention, candidat clef

Autre élément de complexité, Lutte ouvrière, qui parfois faisait partie des majorités municipales, et le NPA, qui ne fait pas la différence entre une orientation Front de gauche et une orientation PS, tentent de monter des listes dans plusieurs communes. Enfin, dans de nombreuses villes, le paysage à droite n'est pas homogène : même dans les territoires difficiles pour elle, les candidats de droite peinent à s'unir. Quant au FN, il affirme être en mesure de constituer huit listes dans l'ensemble du département, mais semble peiner à être présent dans les villes les plus habitées.

Toujours à l'Ouest du département, le Front de gauche dans sa grande diversité locale, ainsi que la Gauche communiste et différents groupes locaux se mobilisent pour conquérir Aubervilliers (76 000 habitants). Pascal Beaudet, élu en 2011 conseiller général face à une candidate socialiste sortante, est tête de liste face au maire PS, Jacques Salvator. Ce dernier avait conquis la ville grâce à une triangulaire en 2008. La droite devrait être présente sur deux listes. D'autre part, s'il parvient à constituer une liste, le FN pourrait figurer au second tour. Enfin, LO devrait faire une liste. Outre que le maire aura peut-être à rendre des comptes sur le gouvernement qu'il soutient, les militants locaux évoquent une certaine « usure du pouvoir local ». D'autre part, la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires suscite, ici aussi, une mobilisation importante au sein des 32 écoles primaires (8 000 élèves).

“La gauche” éclatée

Autre territoire à enjeu fort : le Nord du département. À Tremblay-en-France (35 000 habitants), dont le maire est François Asensi, l'un des deux députés communistes du département,

le Front de gauche construit sa démarche, son programme et sa liste. À Villepinte (36 000 habitants), la droite espère reconquérir la ville, qui lui a échappé de peu en 2008. Sa candidate, Martine Valleton, a emporté le siège ●●●

Métropole du Grand Paris : l'enjeu caché

Autre enjeu majeur de la période et du scrutin municipal : l'avenir du projet de métropole du Grand Paris. Les élus du Parti socialiste (pas tous) en sont les seuls défenseurs, contre la totalité des autres forces politiques. L'objectif : constituer un nouvel échelon institutionnel, entre Région et départements. La métropole parisienne compterait ainsi 7 millions de citoyens, réunissant principalement les quatre départements du centre de l'agglomération. Comme sur la réforme des rythmes scolaires, l'intransigeance du gouvernement alimente l'opposition des élus. Lundi 4 novembre s'est ainsi tenu à Paris une conférence de presse où des élus de toutes sensibilités ont demandé au gouvernement de ne pas imposer sa vision de la métropole.

A priori difficile d'abord, ce sujet ne manque pourtant pas d'enjeux concrets. Il concerne des compétences structurantes pour l'avenir des territoires franciliens : le logement et l'aménagement. Retour en arrière : la loi prévoit la suppression des communautés de commune, comme Plaine commune et Est ensemble, qui re-

groupent chacune neuf villes de la Seine-Saint-Denis. Leurs prérogatives reviendraient aux communes ou monteraient à la métropole, qui pourrait à son tour les déléguer à de nouvelles entités administratives d'échelle infra-départementale (appelées Conseils de territoire). Ainsi se trouveraient mises à la trappe des expériences unanimement considérées comme exemplaires, tout particulièrement celle de Plaine commune, conçue comme une coopérative de communes. Le tout au profit d'un monstre technocratique éloigné des citoyens. Contre tout réalisme démocratique, l'exécutif serait composé des maires de toutes les villes membres.

Enfin, les promesses de clarification des ressources fiscales sont sujettes à caution. Les élus s'inquiètent tous de la volonté de Bercy de profiter de l'adoption de la réforme pour diminuer les financements des collectivités. Il paraît que les promesses n'engagent que ceux qui y croient !

● Fabrice Manson



Le graphiste Michel Quarez a fréquemment créé des affiches pour la Seine-Saint-Denis.

de conseiller général en 2011, face à la maire divers gauche, Nelly Rolland. Le Front de gauche est en lice, avec une liste animée par Arnaud Keraudren.

À Sevrans (57 000 habitants), Clémentine Autain développe avec le Front de gauche une démarche très offensive face au maire Europe Ecologie Les Verts, Stéphane Gatignon. Forte d'un appel de 200 habitants, dont plusieurs personnalités de la commune, elle met en cause « l'orientation droitière » du maire au sein d'EELV et la contradiction entre sa récente grève de la faim dénonçant la situation financière de sa ville et son soutien à la majorité gouvernementale. Elle critique aussi l'image désastreuse de la ville donnée par le maire, et revendique de remettre Sevrans « en mouvement en se battant pour la solidarité ». Les retours sur les premières initiatives de campagne sont particulièrement intéressants. De

par un ex-UMP et un ex-PS.

Bondy (53 000 habitants). Élu(e) maire en cours de mandat après le départ de Gilbert Roger pour le sénat, Sylvine Thomassin (PS) se représente. Les Verts devraient suivre dès le premier tour. Le Parti communiste a prévu de faire son choix le 27 novembre. L'UMP, avec un jeune tête de liste, joue la carte de l'opposition gestionnaire et responsable. Le FN est confronté à la difficulté de trouver 45 candidats. Enfin, Bondy autrement, association locale bien implantée, entend, comme en 2008, constituer une liste citoyenne et de militants des mouvements sociaux : elle pourrait être la surprise du scrutin.

À Blanc Mesnil (51 000 habitants), la mairie Front de gauche est de longue date confrontée à la force de la droite, avec une quasi-égalité gauche - droite.

son côté, la droite aura au moins deux listes, l'une UDI, l'autre UMP, animée par l'ancien premier adjoint du maire de la ville entre 1995 et 2001. Une liste FN est possible, ainsi qu'une "liste des quartiers" conduite

Cependant, le nouveau maire PC, Didier Mignot, bénéficie d'une bonne image et une large démarche participative est engagée, avec le soutien de l'ensemble du Front de gauche, le PS et des forces associatives.

Montreuil : un scrutin ouvert

À Montreuil (105 000 habitants), l'heure est au morcellement de la "gauche". En concurrence avec la liste de la maire sortante, Dominique Voynet (EELV), s'annoncent : une liste de l'ancien maire apparenté PC et député Jean-Pierre Brard, une liste très large du Front de gauche avec en tête de liste le porte parole national du PCF, Patrice Bessac ; une ou deux listes socialistes, dans la continuité de divisions locales sévères... tandis que la droite est quasi inexistante. L'éparpillement à gauche rend le résultat incertain.

Dominique Voynet a perdu des points dans la population, avec des projets contestés, une polémique calamiteuse concernant la direction du cinéma Le Méliès ou encore son soutien à la réforme des rythmes scolaires. Jean-Pierre Brard a l'atout de sa notoriété ancienne et Patrice Bessac, au contraire, un déficit de notoriété ; mais le premier est isolé et le second parvient à fédérer de nombreuses forces et peut porter le désir de renouvellement de la vie ●●●

●●● politique locale. Rappelons encore que lorsque la droite n'est pas présente au second tour, ses électeurs peuvent faire le résultat en choisissant parmi les candidats de gauche au second.

À Bagnolet (34 000 habitants) aussi, la situation est compliquée. Le maire PCF sortant, Marc Everbecq, se représente, contre l'avis de son parti. Laurent Jamet, son premier adjoint (lui aussi PCF), est candidat, avec le soutien du PG. Toujours à gauche, le PS proposera sa propre liste, et EELV en fera de même. Enfin, une liste citoyenne est en cours de constitution. Les partis classiques ont du souci à se faire si, autour de Mohammed Hakem, ancien adjoint au maire en charge de la réussite des jeunes et de la vie associative des quartiers, se confirme la démarche initiée pour « *s'approprier la politique de la ville* ». On notera que les électeurs auront le choix entre au moins trois listes liées peu ou prou au Front de gauche ! À Pantin (54 000 habitants), ville voisine, le Front de gauche a choisi l'autonomie face au maire PS. Sans faire ici l'énumération de tous les cas locaux, soulignons que le Front de gauche aura aussi ses propres listes à Noisy-le-Grand (63 000 habitants), peut-être avec le NPA, à Pierrefitte-sur-Seine (28 000 habitants) et à Romainville (26 000 habitants), villes dont les maires sortants sont PS ou apparentés.

Restent les quelques villes où l'issue se joue entre la droite et la gauche. À Epinay-sur-Seine (55 000 habitants), ville prise au PS par la droite, le maire paraît en situation d'être reconduit. À Noisy-le-Sec (40 000 habitants), l'issue est incertaine entre le Front de gauche, le PS et la droite. Laurent Rivoire (Nouveau centre) l'avait emporté lors d'une élection partielle en 2010. Le Front de gauche joue le renouvellement, avec comme tête de liste Olivier Sarrabeyrouse (PCF).

À Montreuil, l'éparpillement de la gauche rend le résultat incertain. Une bonne surprise du côté du Front de gauche est possible.

À Aulnay-sous-Bois (82 000 habitants), ville sous les feux de l'actualité avec la fermeture de l'usine PSA, le maire PS Gérard Ségura est en difficulté face à la droite. EELV, qui a quitté la majorité en cours de mandat, présentera sa propre liste. Le PCF avait annoncé en septembre que la situation dans l'ensemble du département, où le PS cherche à faire tomber des villes Front de gauche, pourrait changer son choix initial d'une union au premier tour avec le PS. On attend la suite.

Au total, comme souvent, l'issue des scrutins dépendra du profil de la mobilisation électorale. Un fort taux d'abstention peut jouer en différents sens : en défaveur du PS, si les électeurs de gauche sanctionnent l'austérité ; en défaveur du Front de gauche, si ses campagnes et ses candidats ne parviennent pas à ouvrir un autre horizon ; en faveur de la droite et du FN, si toute la "gauche" ne se déplace pas. Si, par contre, le Front de gauche créait des dynamiques étroitement liées aux luttes, porteuse de la colère rentrée de la société et du désir d'alternative, la donne serait profondément changée.

Au terme de ce (premier) tour d'horizon du paysage de la campagne municipale en Seine-Saint-Denis, une chose seulement est sûre : le paysage politique local changera en mars prochain en Seine-Saint-Denis.

● **Fabrice Manson**

La semaine prochaine, le dossier de *Cerises* sera consacré au cas intéressant de Saint-Ouen, où la maire, Jacqueline Rouillon, conduit une démarche innovante.

Bonnets rouges et gros bonnets

Daniel Sauvaget, PDG de Tilly Sabco, aurait-il retourné sa veste ? Affublé du bonnet rouge, symbole de la lutte des classes en Bretagne, avec **ses** salariés de **son** entreprise, il participe à l'occupation de la sous-préfecture de Morlaix pour exiger le retrait de l'écotaxe et le maintien des subventions européennes. Ces aides lui ont permis de dégager des bénéfices pendant plusieurs années en faisant trimer des femmes et des hommes dans des abattoirs gigantesques pour envoyer des poulets surgelés au Moyen-Orient. Entre 2003 et 2013, 887 millions d'euros sont versés par l'Union Européenne pour soutenir l'exportation de poulets surgelés. 767 millions aux Bretons. Mais voilà, la commission européenne avait annoncé qu'elle mettrait fin à ses subventions à l'exportation de produits agricoles qui permettaient de concurrencer la volaille brésilienne.

Qu'a fait Daniel Sauvaget depuis cette annonce ?

Tilly Sabco, c'est 1 000 emplois à Guerlesquin, commune du Finistère de 1 400 habitants. Alors évidemment, quand ça ferme, ça fait mal, ça produit de la colère. Cette entreprise exporte des poulets surgelés et nous importons 40 % des poulets que nous consomons en France, 80 % dans la restauration. Cherchez l'erreur !

Comme il faut bien transporter toutes ces marchandises, on développe le transport routier, ça pollue, ceux qui polluent doivent payer, c'est bien connu... On veut bien toucher des subventions, mais on ne veut pas payer de taxe. Cherchez la deuxième erreur...

Et si on remettait le monde à l'endroit ? Si on reparlait de souveraineté alimentaire, de relocalisation de l'économie, de fin de la mal bouffe, de circuits courts. Si on arrêtrait les vues à courts termes, les usines à gaz du genre de l'écotaxe, impôt collecté par une boîte privée qui, au passage, devait rafler 230 millions d'euros par an, pour imaginer un autre futur pour la Bretagne (et pour le reste du monde...). Peut-être que cela permettrait aux salariés de se donner d'autres perspectives que de manifester aux côtés de leurs exploiters, auteurs du formidable enfumage de l'union sacrée entre les employeurs

et salariés. Les subventions européennes pourraient alors servir à développer d'autres types de productions.

À Quimper et à Carhaix, celles et ceux qui cherchent des solutions étaient nombreux à battre le pavé. Ne les décourageons

pas, ce ne sont pas des nigauds, ce sont des citoyens mobilisés en quête d'alternative.

À Tilly-Sabco, Marvine Harvest, Gad, Renesas, Alcatel, Psa, il y a des salariés qui connaissent leurs métiers, qui sont capables de décider des choix de production de leur entreprise, de porter des solutions. Il ne leur sera pas très difficile de faire mieux que Sauvaget et consort, que ce patronat de combat qui a mis dans le mur tant de collectifs de travail.

Il faut trouver le chemin pour construire avec toutes et tous. C'est la tâche du Front de gauche en Bretagne, et ailleurs.

● Sylvie Larue





Austérité généralisée, crise économique, climat d'impuissance collective... où l'Union européenne emmène-t-elle les peuples qui la composent ? Révolution démocratique et nouvelle espérance commune sont à l'ordre du jour. Parce que des colibris peuvent faire le printemps, *Cerises s'envole-tous* les quinze jours dans un pays européen. Aujourd'hui : la Hongrie



Budapest brune



Pour qui cherche des arguments pour combattre les fascistoïdes européens et ceux qui trouvent cette idéologie fréquentable, le cas hongrois est instructif. Racisme banalisé, atteintes aux libertés, reculs économiques et sociaux, coupes nationales dans les budgets publics : tel est le lot quotidien de la population en pays magyar. Ici, l'État protecteur a été bazaré, l'État oppresseur a été renforcé. Ici, la gauche a été éradiquée, la droite est décomplexée, l'extrême-droite a été propulsée.

Cette dernière, malgré des sondages à la baisse (1), bénéficie d'une popularité réelle, notamment parmi les jeunes et les familles populaires. Elle a le visage xénophobe de *Jobbik*, qui milite pour la préservation de l'identité nationale, le retour des valeurs chrétiennes, de la famille et de l'autorité au cœur de l'État hongrois. *Jobbik* est contre le libéralisme politique et le communisme, s'oppose à toute construction européenne. Il rend le cosmopolitisme et l'immigration responsables des maux du pays. Revendiquant sa haine des Juifs, il affirme qu'Israël veut acheter la Hongrie, assimile l'élite intellectuelle et économique de Budapest aux intérêts étrangers. Il cultive le provincialisme, la protection de l'agriculture, voire de l'environnement. Il est favorable à la réunification de l'enseignement moral et religieux, s'oppose à l'avortement, a créé une milice rurale : la Garde hongroise.

Quant à la droite qui fricote avec *Jobbik*, elle a pour nom Victor Orbán, Premier ministre. Son parti, la *Fidesz* (Union civique hongroise) (2), tout en renforçant l'enseignement de la mémoire juive et de la Seconde Guerre mondiale – 560 000 juifs hongrois furent exterminés par les nazis –, colle à la roue de *Jobbik* en organisant la réhabilitation du régime nationaliste et autoritaire de l'amiral Horthy (1929-1944), allié d'Hitler et figure de proue des néofascistes. En 2013, des écrivains antisémites d'avant-guerre (tels Jozsef Nyiro), des slogans de l'entre-deux, ont resurgi, intacts. « *En l'absence de référence historique conservatrice et démocratique, Victor Orbán, s'est donné pour modèle l'amiral Horthy* », analyse Tamás Boros, politologue au sein du *think tank Policy Solutions*. Un spectre hante donc la Hongrie et l'Europe : le néofascisme.

En successeur d'Horthy, Victor Orbán a muselé les médias par une loi de janvier 2011. Il a imposé à la presse un régime de contrôle et d'atteinte à la liberté d'expression, à propos desquels les défenseurs à géométrie variable des libertés ont été discrets. Depuis deux ans, un "Conseil des médias", issu du Parlement, accède aux sources des journalistes et à leurs articles avant publication, avec des amendes sévères en cas de reportages "partiaux". Un Office national de la justice a été créé : sa présidente choisit les juges selon les affaires. La Constitution de



2011 a ouvert la voie à l'interdiction des mariages aux couples de même sexe, en violation des textes européens et internationaux contre les discriminations. Quant aux Roms, l'ONG *Amnesty International* alerte régulièrement sur la nécessité de « *veiller à protéger la sécurité et l'intégration physique des Roms, sans discrimination, en adoptant des mesures visant à empêcher tout acte de violence à caractère raciste à leur rencontre* ». Or en Hongrie, neuf attaques mortelles ont eu lieu contre des Roms entre 2008 et 2012.

La gauche ? Elle est libérale, ex-communiste. Totalement convertie au libéralisme. Soumise aux injonctions de dérégulation de la Commission européenne. Un must. Faute de ne pas avoir remis l'État entre les mains du peuple aux temps du "socialisme réel", elle a donné dans les années 1990 les clés de la Hongrie aux prédateurs de tout poil.

Les capitalistes ont alors trouvé dans les ex-communistes et néo-socialistes hongrois de quoi faire leur beurre en privatisant des pans entiers de l'économie. La fulgurance de la conversion au capitalisme des anciens cadres du Parti mériterait d'ailleurs une analyse. En 1995, en deux semaines, 20 % de la plus grande entreprise du pays, la compagnie de gaz et de pétrole Mol, ont été vendus par l'agence de privatisation hongroise APV Rt. Outre l'industrie et les services marchands, de nombreux services publics sont ●●●

(1) 16 % aux législatives de 2010

(2) 52 % aux législatives de 2010



Lehet más a politika (Une autre politique est possible ou LMP) : parti politique de centre-gauche, fondé en 2009, entré au Parlement hongrois en 2010. Propose une alternative entre le Parti socialiste hongrois (Magyar Szocialista Párt, MSzP) et le gouvernement de droite du Fidesz-Union civique hongroise (Fidesz-Magyar Polgári Szövetség). Revendique un positionnement libéral, démocrate et écolo-conservateur... LMP s'est scindé (fév. 2012) et est au plus bas dans les sondages (entre 2 et 3 %). Nouveauté : le parti issu de la scission s'affirme de gauche. L'un de ses députés, Gergely Karacsony, a indiqué que la nouvelle formation sera "un parti vert de gauche", avec une sensibilité pour les questions sociales.

●●● aujourd'hui dirigés par des filiales d'entreprises étrangères : toute la distribution gazière, l'essentiel de la distribution et de la production d'électricité, les services téléphoniques. Selon un rapport du Sénat français de 1996, « la Hongrie est, avec la Grande-Bretagne, le pays européen qui est allé le plus loin dans la politique de privatisation (...) Et les entreprises françaises ont répondu de manière très active à la politique de privatisation hongroise. »



Pollution par les boues toxiques
(Photo Sandrine Bélier, députée verte européenne)

La gauche, en plus d'être morte, est corrompue. L'écrivain britannique d'origine hongroise Tibor Fischer a ce raccourci saisissant : « En Hongrie, la gauche n'est pas vraiment la gauche et les ex-communistes sont aussi marxistes qu'Al Capone. » Ferenc Gyurcsany, ancien dirigeant des Jeunesses communistes, s'est lancé dans les affaires dès la chute du Mur de Berlin. Devenu 50^e fortune du pays, il est entré au Parti socialiste en 2002 pour finir Premier ministre. Comment s'étonner qu'une droite étatiste et dure, courant derrière l'extrême-droite, ait succédé à une gauche ayant renoncé à tout ?

L'économie hongroise aujourd'hui ? C'est un salaire moyen net à 500 €, un chômage à 10,5 % . Ces sont des taux de TVA de 18 % pour les produits alimentaires de base et le chauffage urbain ; de 27 % sur le gaz, l'électricité, l'eau et le téléphone. Des indemnités de chômage limitées à 3 mois, des pensions d'invalidité supprimées par milliers. Seul le vin de Tokay semble bien se porter. Les industriels

eux-mêmes, venus ici satisfaire leurs exigences de rentabilité du capital dans la course à la baisse du coût du travail, ne trouvent plus leur compte dans la politique des réactionnaires hongrois. Michelin a annoncé il y a 2 ans qu'il suspendait ses projets en Hongrie en raison de la politique économique d'Orbán. Le directeur de la filiale hongroise du fabricant de pneus, Paul Young, a indiqué au quotidien économique *Vilaggazdasag* : « Jadis, il était possible de calculer sur le long terme, mais la mentalité du gouvernement actuel, les nouveaux impôts, les nouvelles lois rendent la politique économique imprévisible. Je ne peux dire aujourd'hui quand nous pourrons continuer notre projet d'expansion de nos capacités », a-t-il dit, évoquant le site de Nyiregyháza (1 050 salariés.)

Vainement j'ai cherché dans Budapest des colibris porteurs d'espoir. Ils doivent bien exister.



● Philippe Stierlin

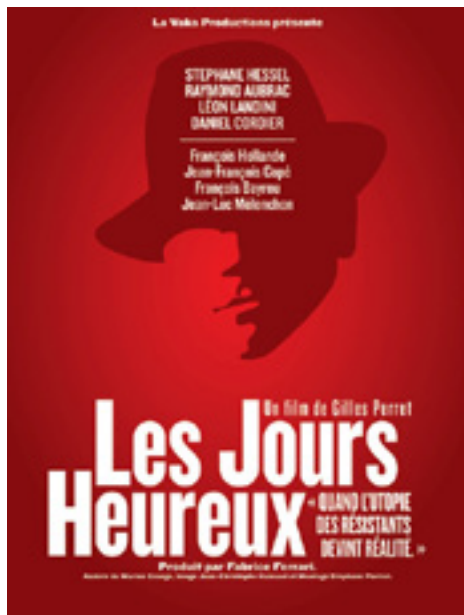
Hongrie – élections européennes – 2009

Taux d'abstention : 63,7 %

Non-inscrits & extrême-droite	PPE Parti populaire européen (droite)	ECR Conservateurs et réformateurs européens	S & D Socialistes et Démocrates	ADLE Démocrates et Libéraux	Verts	GUE/NGL Gauche unitaire européenne Gauche verte nordique
Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik)	Union civique hongroise (FiDeSz)	Forum démocrate hongrois (MDF)	Parti socialiste hongrois* (MSzP)	Alliance des démocrates libres (SZDSZ)	Mouvement écolo + Parti humaniste	Parti communiste ouvrier hongrois
14,8 %	56,4 %	5,3 %	17,4 %	2,2 %	2,6 %	1 %

*social- démocrate, post-communiste

Quand l'utopie des résistants devient réalité



J'ai assisté ce matin, en avant première, à la projection organisée par Les Amis de *L'Humanité* du film *Les Jours heureux*, de Gilles Perret : un magnifique et grand documentaire politique sur le Conseil national de la Résistance "quand l'utopie des résistants devient réalité".

Il incite à la réflexion et au débat, en relation directe avec la

politique actuelle. Du Conseil national de la Résistance et son programme... jusqu'au Front de gauche d'aujourd'hui.

Beaucoup de questions viennent à l'esprit et notamment celles qui concernent "comment faire de la politique".

Lorsque "j'imagine" comment, dans les conditions extraordinairement difficiles en 1943, des militants - résistants, responsables de partis politiques et de mouvements "non partisans", de syndicats, etc. -, ont réussi à "travailler ensemble" en dépit de leurs différences et à construire ce projet novateur (le programme du CNR) pour ouvrir la voie à la "libération" (le court terme), et à la mise en perspective d'un nouveau projet de société comme alternative à la société du moment - contexte de guerre mondiale, régime de Vichy fondé sur la collaboration avec le régime hitlérien -, j'essaie d'en tirer des leçons pour aujourd'hui : comment faire pour "se li-

bérer" de la société capitaliste libérale en place et mettre en perspective un nouveau projet de société pour s'émanciper et faire du nouveau pour les êtres humains d'aujourd'hui ? Ce qui stimule ma réflexion, c'est d'essayer de comprendre comment ils ont réussi à ne pas rester "enfermés" dans des frontières qui séparent le fonctionnement des partis et la politique qui en résulte, d'un côté, et, de l'autre, le fonctionnement et la politique des "mouvements" créés en partant d'une autre logique. Ce que nous appelons la séparation entre "le politique" et "le social" ne me convient pas. Il y a deux conceptions de la politique : celle qui repose sur le système institutionnel (l'exercice des pouvoirs, les institutions et les partis) et celle que construisent les acteurs engagés à partir de leurs conditions sociales et représentations...

Quand je lis comme aujourd'hui, 4-11-2013, que la direction de la coalition Front de Gauche se préoccupe en priorité de la question des élections européennes parce qu'il va y avoir des problèmes de choix des têtes de listes et que je vois ce qui se passe à l'échelle des luttes sociales, je ne peux m'empêcher de penser qu'il y a quelque part un décalage important entre deux conceptions de la façon de faire de la politique : d'où partir pour être en phase avec la réalité du contexte ?

J'essaie d'imaginer ce que pourrait être "un Front de gauche" qui mettrait en priorité la construction d'un projet, selon la méthode utilisée dans les conditions de l'époque par le CNR, pour voir, ensuite, comment agir au moment des élections et non pas l'inverse : mettre les élections en premier, pour ensuite voir comment on va changer la société...?

● René Moustard



Dates de projection sur le site <http://lesjoursheureux.net>

cerises
ROUGE, AIGRE-DOUX

POUR ABONNER VOS PROCHES
c'est gratuit, c'est simple et c'est ici :

<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

Image de la semaine**Des “bourgeois” de Flaubert aux dominants d’aujourd’hui**

la haine, la peur,
contre la solidarité
et l’émancipation



Une lettre de Flaubert à George Sand.

« Je me suis pâmé, il y a huit jours, devant un campement de Bohémiens qui s’étaient établis à Rouen. Voilà la troisième fois que j’en vois. Et toujours avec un nouveau plaisir. L’admirable, c’est qu’ils excitaient la haine des bourgeois, bien qu’inoffensifs comme des moutons. Je me suis fait très mal voir de la foule, en leur donnant quelques sols. Et j’ai entendu de jolis mots à la Prudhomme. Cette haine-là tient à quelque chose de très profond et de complexe. On la retrouve chez tous les gens d’ordre.

C’est la haine qu’on porte au Bédouin, à l’Hérétique, au Philosophe, au Solitaire, au Poète. Et il y a de la peur dans cette haine. Moi qui suis toujours pour les minorités, elle m’exaspère. Du jour où je ne serai plus indigné, je tomberai à plat, comme une poupée à qui on retire son bâton. »

*G. Flaubert, lettre à G. Sand, 12 juin 1867
(Correspondance, éd. de la Pléiade tome 5, pp. 653-654)*



● **Liberté Hebdo en péril.** Lecteurs et amis du seul hebdomadaire communiste du département du Nord, indépendant, proche du PC, se mobilisent pour que le journal continue à paraître et défendre ainsi le pluralisme de la presse. Une association, Les Amis de Liberté Hebdo, a été créée. Plus sur www.comunistesunitaires.net, pages “Nord-Pas-de-Calais”.

● **PSA harceleur battu.** Au bout de 44 jours de grève de la faim, 7 salariés syndicalistes de PSA Poissy ont obtenu gain de cause. Ils dénonçaient les conditions de travail, le harcè-

lement moral et la discrimination syndicale au sein de l’entreprise, en particulier depuis la signature de l’accord de compétitivité par PSA. Plus sur le site de *Politis* ici <http://www.politis.fr/44-jours-de-greve-de-la-faim-et,24326.html>



● **La colonisation en une image.** La plateforme des ONG françaises pour la Palestine a mis en ligne une infographie sur le développement, illicite, des colonies israéliennes sur les territoires palestiniens de 1967 à 2013, sur les moyens investis et les discriminations perpétrées. À voir sur <http://www.plateforme-palestine.org/spip.php?article3820>.

Cerises

publication de l’Association des communistes unitaires

- Noyau -
Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

